Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 386

Artikel: Des questions qui s'imposent
Autor: Cornuz, Jeanlouis
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023987

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POINT DE VUE

Comme des chiens faméliques autour d'une poubelle...

La revue « Science », publiée par l'American Association for the advancement of Science (ou AAA$, comme disent les farceurs) n'est pas précisément une revue humoristique. Je suis néanmoins parti d'un grand rire, lecture faite d'un article publié dans le numéro du 8 octobre dernier. Sa conclusion, en effet, est d'une simplicité évangélique, quoique étayée par une somme pharamineuse de chiffres et de références. Elle tient en une phrase : « Si nous, Américains, continuons sur notre lancée, nous sommes foutus. »

L'auteur, David Pimentel, et son équipe ne parlent pas de politique, ni d'économie, ni de stratégie militaire.

Ils parlent de choses sérieuses.

Ils parlent d'érosion des sols.

Juste un aperçu : environ 80 millions d'hectares de sol cultivable ont été perdus, aux Etats-Unis, au cours des deux derniers siècles — soit à peu près la moitié de ce qui est utilisé aujourd'hui. Causes : érosion hydraulique et éolienne, urbanisation, voies de communications, etc. Selon les auteurs — et nous avons toutes raisons de les croire — 64 % des terres actuellement cultivées « needs treatment for soil erosion problems ». Près de 5 milliards de tonnes de terre végétale foutent le camp, chaque année, emportées par l'érosion. Et quasi rien n'est fait... Malgré sa production, l'agriculture américaine est un désastre. Les rendements ne cessent de baisser.

La rigolade ne s'arrête pas là...

Le phénomène est loin d'être limité aux seuls Etats-Unis. « Worldwide, environmental degradation of land is *worse* than in the United States because of population pressure for highways and housing and especially because of soil erosion ».

Vous voyez le topo ?

Vous comprenez donc pourquoi j'ai tellement rigolé.

C'était pour ne pas pleurer comme une vache.

* * *

Dans la même foulée, j'ai lu une brochure éditée par le PSS intitulée « Le sol n'est pas une marchandise ».

Comment peut-on écrire des fadaises et des incongruités pareilles ?

C'est un grand mystère de la nature.

Les auteurs feraient bien d'aller s'acheter, à la vitesse de la lumière, les numéros 352, 399 et 1412 de la collection « Que sais-je ? ». Pour commencer.

Pour l'instant, ils ne savent même pas de quoi ils parlent.

Et ça ne me fait même pas rire. A suivre.

Gil Stauffer

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Des questions qui s'imposent

« Lorsqu'on voit un professeur qui est constamment obligé de revenir sur ce qu'il a dit, ou qui prétend qu'il a été mal compris par les journalistes, on peut en conclure qu'il s'exprime avec légèreté et que son comportement n'est pas celui d'un universitaire digne du nom », écrit G.-H. Martin dans la « Tribune de Genève » du 24 novembre 1976 à propos de Jean Ziegler.

Excellente conclusion ! Et que doit-on conclure quand on voit tel ou tel professeur ne *jamais* revenir sur ce qu'il a dit, quand bien même il s'est manifestement trompé ?

« Pour combien d'heures de présence effective dans les hautes écoles ? Cela, nous laissons le soin à M. Ziegler de le révéler franchement », écrit-il encore, après avoir cité les sommes que l'auteur d'*Une Suisse...* touche pour son enseignement et grâce à ses livres, taisant le fait que l'argent gagné par *Une Suisse...* est versé à Terre des Hommes. Excellente question ! Et combien M. Martin touche-t-il pour les articles qu'il écrit ? Et d'où vient l'argent ? Cela, je lui laisse le soin de le révéler franchement.

« Il nous semble répréhensible, lit-on dans une missive importante adressée aux autorités, qu'un de nos concitoyens se plaise à noircir notre pays en s'exprimant au micro des radios et télévisions étrangères », écrit M. Martin qui ne dit pas qui sont les auteurs de la « missive importante » — peut-être le « cercle respectable » qu'il cite un peu plus haut.

Ainsi donc, M. Ziegler nuirait au bon renom de notre pays ? Mais non ! C'est le contraire qui est vrai ! Pas plus que les journalistes du Watergate n'ont nui au renom des Etats-Unis — tout au contraire : dans une certaine mesure, ils ont contribué à rétablir ce renom compromis par les agissements de MM. Nixon, Haldemann et consorts; pas plus que dans le passé Zola n'a nui à la réputation de la France, ou Voltaire lors de l'affaire Calas, ou Gide dans son livre sur le Congo, Ziegler n'a nui à la Suisse. Et j'en veux pour preuve un article (entre beaucoup d'autres) paru dans la presse italienne de ce printemps et intitulé « La Svizzera prova a fare l'autocritica » (La Suisse tente de faire son auto-critique) : pour une fois, par l'intermédiaire de Ziegler, nous offrons à l'étranger autre chose que notre suffisance et notre auto-satisfaction ! Pour une fois ? Non pas, car enfin Ziegler ne fait que redire en français

ce que Frisch, Dürrenmatt, Bichsel, Meienberg (« Reportagen aus der Schweiz »), Max Schmidt (« Demokratie von Fall zu Fall ») avaient dit avant lui en allemand.
Car sur le fond ? Sur les accusations portées par Ziegler contre le secret des banques ? contre les exportations d'armes ? contre la neutralité trop souvent à sens unique ? (la même accusation que portait voici trente et quelques années le professeur Claparède, prédécesseur de Piaget, dans son livre « Morale et politique ou les vacances de la probité »). Sur tous ces points, sur Seveso, sur Bührle, etc., les adversaires de Ziegler sont singulièrement discrets !

J. C.

Fribourg malade de ses médecins

C'est aujourd'hui presque un lieu commun : le médecin jouit d'une image de marque mythologique qui le place à mi-chemin entre l'oracle antique et le savant de l'ère scientifique. Quelques hommes, dans cette profession, sont conscients de cette situation et cherchent à la démystifier; d'autres, hélas, se taillent de substantiels profits en usant et abusant du mythe.
C'est ainsi que lorsqu'un important chirurgien de la place de Fribourg se laisse photographier dans les pages publicitaires de la « Pax Assurance », il enfreint gravement les règles de la déontologie professionnelle. Toutefois, la réaction de la Société de médecine qui dans d'autres cantons serait immédiate et sans réplique, se fait là attendre; on tergiverse.
A décharge de ladite Société de médecine, on peut relever qu'elle est bien trop occupée par ses attaques injurieuses contre le conseiller d'Etat socialiste Denis Clerc pour faire la police dans ses propres rangs. Habitués qu'ils étaient à ce qu'on ne mette pas le nez dans leurs affaires, les médecins fribourgeois sont déchaînés depuis plusieurs années parce que le directeur de la Santé publique fait tout simplement son travail, qu'il s'est employé à remettre au pas un corps médical qui refusait, ne serait-ce que de s'aligner sur la moyenne suisse à différents chapitres de l'exercice de sa profession.
Avait été, en particulier, introduit le système du tarif dit forfaitaire dans les hôpitaux publics du canton, système appliqué d'ailleurs dans d'autres régions suisses. Et voilà que la Société de médecine emmenée notamment par les Dr Evéquoz et Dubas, mène grand tapage contre Denis Clerc, allant jusqu'à le mettre en cause personnellement pour des décisions prises en commun par le Conseil d'Etat. A l'origine de cette polémique, un conflit d'intérêts : médecins et cliniques craignent que leurs profits ne soient diminués par la mise en place du tarif forfaitaire qui, s'il suffit pour les hôpitaux subventionnés, ne couvre évidemment pas les frais de la journée dans les cliniques privées.
Le débat sur la médecine « libérale » qui ne supporte absolument pas les remises en cause de ses privilèges a déjà été développé dans ces colonnes (par exemple DP 381, 354). Mais ce qui frappe dans l'actualité fribourgeoise, c'est l'entêtement quasi obsessionnel des médecins fribourgeois à chercher le scandale. Le comité de la Société de médecine s'est laissé aller à acheter des colonnes entières dans la presse locale.
1. pour faire croire à une menace qui pèserait contre le libre droit du malade de se faire traiter par le médecin et dans l'hôpital de son choix;
2. pour mettre en cause personnellement au cours de la campagne électorale le candidat socialiste Denis Clerc dont la rigueur et la ténacité sont en fait au service de la santé des Fribourgeois.
Pitié pour le malade fribourgeois qui pensait à ce jour qu'il payait son médecin ou sa clinique pour être soigné, et qui constate aujourd'hui que la corporation a bien assez de ressources pour s'offrir les colonnes des journaux à des fins pour le moins douteuses.
Pour ceux qui ont vu au cinéma le film « Sept morts sur ordonnance », les réflexions iront bon train. Le film français illustrait en effet l'existence dans une ville de province d'un clan puissant de chirurgiens opérant sans vergogne le « racket » des profits et des privilèges. Rassurons ces cinéphiles : selon la formule consacrée, toute ressemblance avec des faits ou des personnes réels n'est que pure coïncidence...
Quant au rôle de la presse locale dans cette affaire, il ne mérite pas d'être passé sous silence. Quand la publicité payante est dirigée nommément contre une personne et fait planer sur elle de graves accusations, tous les éléments constitutifs d'une opération d'achat de voix électorales sont réunis. C'est donc que « La Gruyère » ou « L'Indépendant » ne se soucient guère dans ce cas d'éthique professionnelle. Certes, les temps sont durs pour la presse locale; cela n'excuse pas tout. La « Liberté » pour sa part n'a passé qu'un seul communiqué de la Société de médecine, de plus en y faisant disparaître les attaques personnelles; lorsque cette publicité est devenue franchement diffamatoire, elle a prudemment renvoyé à l'expéditeur les lignes malhonnêtes. Significatif !

Cincera and Co.

Pas un mot de l'« affaire » Cincera et des dossiers du lieutenant-colonel zurichois sur les « mauvais Suisses », direz-vous ! Pour le moment, la « grande presse », appliquée à ne pas rater son Watergate suisse, regorge de détails croustillants; nous les dégustons avec vous. Mais jusqu'où ira-t-on ? L'abcès Cincera crevé, cernera-t-on le climat qui a permis le développement de telles activités, ou se contentera-t-on d'avoir accablé un bouc émissaire ? La leçon de choses politiques est digne d'intérêt; car les clients officiels de Cincera, ses fournisseurs d'informations, auront bientôt à leur disposition les ordinateurs nourris à grands frais par la collectivité.